

PN-ACD-654

EVALUATION DU DEVELOPPEMENT URBAIN AU MAROC

RESUME

Novembre 1998

# Évaluation du Développement Urbain au Maroc: Résumé

---

## 1. Introduction

Au long de ces dernières vingt années, le Maroc a connu un grand nombre de changements significatifs qui ont eu un impact, sans précédent, sur son aspect social et physique. Alors que l'urbanisation et le développement urbain sont à la base de ces changements, ils ont eu des degrés variés d'impact sur les différents secteurs (la démographie, l'économie, les finances, l'éducation, la santé, le logement, etc) et sur la distribution de l'espace de la population (les zones urbaines et rurales en général, les grandes villes, les petites villes, etc). Cependant, il n'y a aucun doute qu'une transformation fondamentale, d'une société à prédominance rurale à une autre qui devient progressivement urbaine, a eu lieu. Par exemple, entre les recensements de 1982 et 1994, il ya eu un accroissement de plus d'un million de familles urbaines. Ces nouvelles familles ont de nouveaux modes de consommation, font de nouvelles et croissantes demandes en productivités agricoles, génèrent de larges besoins en ressources naturelles et débits, et changent considérablement la distribution de l'espace de la population et son impact sur l'environnement naturel et construit. La redistribution de cette population a crée des besoins supplémentaires et des opportunités d'emplois moderne non agricoles, ainsi que des changements administratifs qui encouragent plus de participations locales et plus d'outils démocratiques de gouvernement.

### 1.1 Évaluation au Niveau National

Au fil des années, divers facteurs ont contribué à des changements et à la rapidité, la direction du processus d'urbanisation. Premièrement, de plus en plus de résidents ruraux sont entrain de migrer vers des villes de petites et de moyennes envergures, au lieu de grandes villes. Bien que les migrants en provenance de zones rurales éloignées, ont tendance à viser les grandes villes, le modèle le plus typique de migration, depuis 1982, implique un mouvement du rural arrièrepays vers une capital régionale ou une autre moyenne ville avoisinante. La croissance administrative, dans un grand nombre de capitales provinciales et municipalités urbaines, a contribué à ce phénomène. Étant donné que la capacité de gestion urbaine de ces villes a diminué, de manière significative que celle des grandes villes, ce changement pourrait compliquer, au moins à court terme, toute tentative du secteur public qui vise à améliorer la qualité de l'accroissement urbain issu de la migration rurale vers les zones urbaines.

Deuxième, les capacités de l'économie urbaine, dans ces villes, à absorber les migrants ruraux est entrain de décroître. Le boom des secteurs industriel et tertiaire, dans les années 1970, s'est avéré non viable et le réel taux d'accroissement dans ces secteurs sont en constante diminution depuis vingt ans. Cette réduction de capacité des villes à procurer des emplois pour les migrants, bien qu'il existe quelques indications que le taux de chômage est inférieur pour les récents migrants, par rapport aux autres résidents urbains.

Troisièmement, l'écart de service public, entre les zones rurales et urbaines, s'aggrandit. Par exemple, les taux de connection de l'eau potable ne cessent d'augmenter, de façon aigüe, dans les zones urbaines depuis 1970, mais demeure, relativement, statique dans les zones rurales. La collection de déchets solides se fait, de nos jours, au niveau de 85% de la population urbaine mais seulement à 2% au niveau des résidents ruraux. L'éducation et les domaines de la santé restent concentrer dans les grandes et moyennes villes. Alors que l'écart de services se creuse,

la vie dans les villes devient visiblement plus attractive. En prenant ceci en considération, les habitats ruraux ont tendance à se déplacer vers les zones urbaines, ce qui, en l'absence d'un accroissement de gestion plus effectif, conduira à un accroissement du développement non autorisé et à des problèmes associés à ce fait.

Quelques résultats essentiels de l'évaluation nationale sont les suivants :

1. Bien que le taux d'accroissement global de la population soit en décroît, une urbanisation rapide continue, particulièrement dans certaines régions et les petites et moyennes villes. La population totale du Maroc, en l'an 2020, est estimée à 37,38 millions d'individus, dont 70% vivants dans les villes. Cet accroissement remarquable de la population urbaine aura d'importantes conséquences sur les besoins de la population en matière de santé, d'éducation, de logement et d'emplois.
2. L'agriculture continue à jouer un rôle déterminant dans l'économie nationale, avec 29% de la valeur ajoutée et 30% des exportations du pays. Par conséquent, l'économie nationale demeure vulnérable aux conditions climatiques malgré les efforts de diversification. L'économie ne bénéficie pas, de manière significative, de la performance des autres secteurs. Une tendance encourageante réside dans le fait que le secteur privé produit, à présent, plus de 60% de la valeur ajoutée nationale.
3. Tandis que la pauvreté absolue décroît, le chômage et le sous-emploi, dans les zones urbaines, continuent à être des problèmes importants, particulièrement chez la population jeune et éduquée. Environ 13% de la population totale, 18% de la population rurale et près de 8% de la population urbaine sont considérés "pauvres".
4. La structure nationale urbaine continue à être restructurer et réorganiser au moment même où les problèmes urbains deviennent plus difficiles et complexes. La croissance rapide des centres urbains a été l'une des plus visibles indications de la forte pression urbaine au Maroc à travers ces dernières décennies. À travers une période de 34 années, le nombre des villes, au Maroc, a plus que triplés. Plusieurs de ces nouvelles villes sont des anciennes agglomérations rurales qui n'ont pas en place de structures primaires nécessaires pour accomplir leurs nouvelles fonctions urbaines.
5. La légalisation urbaine et les arrangements institutionnels qui y sont associés n'ont pas été adéquats pour gérer la croissance urbaine. Alors que la nature, la vitesse et le volume du développement urbain ont changés, considérablement, depuis l'indépendance du Maroc au milieu des années 50, la structure légale établie pour résoudre cet accroissement est devenue progressivement pénible et restrictive. Quoique d'une qualité technique, plusieurs de ces présents documents de planning et de régulation associée n'ont pas répondu aux réels besoins de développement de la plus grande partie de la population marocaine.
6. L'infrastructure et les disparités de services sont présents au niveau des zones urbaines et rurales et au niveau des centres de villes et leurs périphéries urbaines. Les taux de connections de l'eau potable, l'électricité et les réseaux de vidanges sont considérablement élevés en zones urbaines qu'en zones rurales. Les zones de logements insalubres situées dans les périphéries urbaines souffrent aussi du manque de service. Les problèmes liés à la disposition des installations publiques (les écoles, les soins de santé, la culture et les sports) sont plus nombreux dans ces zones périphériques à cause du manque d'espace.

7. Les bidonvilles et les autres formes de logements insalubres sont, une fois de plus, entrain de s'accroître, d'autant plus que les zones de logements traditionnels à bas prix deviennent saturées et que de plus en plus de migrants se déplacent vers les petites et moyennes villes. Depuis l'indépendance, la lutte contre les logements insalubres a été un principal et continue centre d'intérêt primordial du gouvernement. Malgré les efforts et les programmes gouvernementaux, une nouvelle et visible apparition de bidonvilles est entrain de prendre place, à cause d'une augmentation de problèmes au niveau de l'acquisition de logements abordables pour les ménages à salaires bas et modérés.
8. Une croissante prise de conscience est entrain de se faire au niveau de l'Exécutif: la société civile a un important rôle à jouer au niveau du développement urbain et de la modernisation. Au long de ces 15 dernières années, un changement graduel et important a eu lieu au niveau de l'attitude du gouvernement vis à vis du gouvernement local et de la prise de décision, à cause de l'urbanisation. Les autorités publiques reconnaissent, progressivement, que le gouvernement ne peut plus être la force dirigeante derrière le développement urbain. Le secteur privé et la participation du résident doivent être engagés dans la préparation, l'implémentation et la gestion du développement urbain, afin d'accomplir les résultats désirés.

## **1.2 Évaluation Régionale**

La structure de l'urbanisation dans le bassin de la rivière de Souss-Massa est une réflexion plus récente du processus de développement, en général, expérimenté par le pays, depuis le temps du protectorat. Ceci inclus un large investissement moderne et des développements tout au long de la côte, une migration urbaine rurale majeure et un déplacement de population vers ces développements, un accroissement rapide et incontrôlé et un changement agricole dans l'immédiat arrière-pays, derrière la zone de la côte et la stagnation et/ou la détérioration des villes traditionnelles et les zones rurales de l'intérieur.

Malgré les décourageants résultats physiques, le développement urbain, à travers la région, a suivi un cours très logique. Des investissements significatifs dans la reconstruction d'Agadir et le développement du tourisme, après le tremblement de terre de 1961, ont créé un besoin en main d'oeuvre et commencent un processus continu de migration rurale-urbaine dans la région. Le développement très planifié et contrôlé d'Agadir et la haute terre et les prix élevés des logements et des terrains qui résultent de cette approche, font que les ouvriers à bas salaires ont eu beaucoup de difficultés pour trouver des logements à Agadir. La plupart d'entre eux ont été obligés de s'installer dans de petites municipalités, situées sur ses périphéries, avec une faible administration. Une disposition du développement urbain et un accroissement ont eu lieu, ceci était un facteur commun aux autres villes Marocaines également. L'accroissement urbain incontrôlé dans les périphéries de ces petites municipalités était essentiellement, en dehors de toute juridiction légale et/ou les capacités locales, à contrôler. Les petites communes et municipalités de la périphérie des principales villes ont, généralement, été intéressées par une croissance de leur population et activité économique que par la qualité ou le type de développement qui prennent place. La zone industrielle de Ait Melloul/Inezgane est un très bon exemple de préférence de municipalité pour l'emploi par rapport à l'environnement.

Quelques Résultats Essentiels de l'Évaluation Régionale sont les suivants:

1. La population du bassin de la rivière de Souss-Massa s'accroît à un taux plus rapide que celui du niveau national et de la région économique/administrative. La population du bassin de la rivière a plus que doublé, de 865 000, en 1971, à 1 878 000, en 1997, un accroissement de 117%, au long d'une période de 26 ans. Ceci compare un accroissement national de 78% et un accroissement pour la région économique/administrative de 83%. La migration est un vieux phénomène dans la région avec 4,6% de la population touchée par la migration de 1994. La migration interne, à travers la région, continue à être élevée, avec d'importants impacts sur son développement.
2. La région est le second centre économique d'activités dans le pays, avec une fragile balance économique et environnemental à travers le tourisme, l'agriculture et le développement urbain. La reconstruction de la ville d'Agadir, après le tremblement de terre de 1961, a créé un grand nombre d'emplois. Le tourisme a contribué à cet accroissement de l'employé et de l'économie. Les principales éléments de l'économie de la région (l'agriculture, le tourisme et le développement urbain) sont, de nos jours, très liés et dépendent de l'utilisation durable de la même base de ressource naturelle, afin de réussir.
3. La pauvreté rurale continue à être un problème essentiel dans la région qui a un taux de pauvreté rurale plus élevé (28%) que la plupart des autres zones du pays. Plusieurs de ces familles pauvres ont tendance à se déplacer vers les zones urbaines, à la recherche d'emplois et d'amélioration de leurs conditions économiques.
4. Des changements significatifs dans la structure urbaine de la région prennent place, au moment où l'urbanisation se poursuit. Le nombre de municipalités, dans la région, a accrue de 9, en 1971, à 20, en 1994. La migration rurale-urbaine a eu un effet particulier sur les villes moyennes ayant plus de 50 000 habitants, qui ont accrue, en nombre, de un à cinq (quatre d'entre elles sont situées dans la grande région d'Agadir). La structure urbaine de la région a aussi été affecté par un développement urbain rapide, au long de la rivière de Souss et des routes nationales qui lui sont parallèles.
5. Les documents légaux de planning, la limitation des terres enregistrées pour le développement et l'incapacité de l'autorité locale à contrôler le développement, au lieu d'encourager le développement urbain et de logements, dans la région. Les plans actuels de développement, les régulations et les procédures liées au logement ont forcé un nombre croissant de propriétaires particuliers de logements à construire illégalement leurs parcelles. Seule la stratégie globale (SDAU), pour un meilleur Agadir, a été approuvée et votée comme loi.
6. L'infrastructure environnementale (les eaux, les eaux usées et la collection des déchets solides) pour les villes, en dehors d'Agadir, est généralement inadéquat or incomplet. RAMSA est responsable des eaux et des activités des eaux usées à travers Agadir, qui regroupe une population estimée à environs 500 000, en 1994. ONEP sert à peu près la première partie de la population vivant dans la région construite entre Agadir et Taroudannt. Les petites municipalités, qui ne sont pas couvertes par RAMSA ou ONEP doivent se procurer leur propre eau pour la consommation. Les réseaux d'eaux usées sont moins développés et virtuellement tous leurs écoulements sont non-traités. La collection de déchets solides varie considérablement, dépend de la municipalité et de l'activité de l'association locale.

7. Le nombre des bidonvilles et autres logements insalubres sont, une fois encore, en croissance. Le dernier recensement des bidonvilles, dans la région, a montré que le nombre de ménages, vivant dans les bidonvilles a accrue de 9 350, en 1989, à 12 530, en 1992. Agadir a, actuellement, la troisième grande concentration de bidonvilles parmi les villes Marocaines. Ceci, en plus du nombre élevé de logements insalubres bâtis à partir de matériels solides, qui a aussi augmenté.
8. L'accroissement de potentiels conflits pour les eaux existe entre l'agriculture et la consommation urbaine. Alors que la demande, dans la région, continue d'accroître, l'offre demeure relativement statique. Depuis que l'écoulement de la rivière de Souss est devenu irrégulier et que celui du cours des eaux de l'atlas des montagnes est devenu relativement faible, une petite offre supplémentaire peut être mobilisée par de nouveaux investissements.
9. Il n'y a aucune organisation, dans la région de Souss-Massa, responsable de la coordination de son planning et son développement. Il n'est pas certain que les nouveaux Conseils Régionaux seront en mesure de gérer le développement économique de la région. Dans tous les cas, la présente complexité du système administratif du gouvernement restera en place. Plusieurs agences en place travaillent déjà au niveau régional et pourraient immédiatement supporter l'implémentation de programmes régionaux.
10. La participation de la communauté dans le développement est relativement nouvelle, dans la région, avec plus d'associations actives dans ses zones semi-rurales que dans ses villes. Le nombre d'associations, dans la région, est estimé à 120. Les attitudes de l'autorité locale sont encore ambivalentes, à propos du rôle potentiel des associations en zones rurales.

### **1.3 Évaluation Locale**

A l'exception des grandes villes du Maroc, la plus grande majorité des 248 municipalités du pays sont mal préparées pour promouvoir ou gérer leur propre développement. Virtuellement, toutes ces municipalités manquent de main d'oeuvre, en matière de professionnels et d'administrateurs, avec un manque de ressources financières pour promouvoir ou contrôler leur croissance. Au même moment, ces municipalités se sont retrouvées avec la tâche la plus difficile qui consiste à transformer les concepts techniques de planning en actions du secteur privé, sans avoir les ressources financières et techniques nécessaires de faire autant. À travers ce concept, la plupart des dirigeants élus se basent sur des projets de court terme, petite envergure, qui visent à satisfaire la population locale et à promouvoir leur re-élection. À cause de cette situation, la plupart de ces municipalités sont surtout intéressées à une croissance non planifiée et non organisée. À part la disposition des routes, il y a relativement peu de choses qu'ils peuvent entreprendre pour organiser leur développement.

Quelques Résultats sur l'Évaluation locale sont les suivants:

1. Aït Melloul et Tamsia sont des centres typiques de rapide croissance de la population urbaine dans le bassin de la rivière de Souss-Massa. La population de Aït Melloul qui est, présentement, estimé à 100 000 habitants, représente à peu près 12% de la population totale du bassin de la rivière. La population de la ville a accrue, d'une façon très aigüe, au long de ces dernières 26 années, de 6 000, en 1981, à 103 000, en 1997. La population

du centre urbain de Temsia a plus que doublé, de 3 200, en 1982, à 6 730, en 1997. Son taux moyen de croissance annuelle est près de 5% et est prévu de s'accroître à 6,7% entre 1994 et l'an 2010.

2. Les bases économiques de Aït Melloul et Temsia sont relativement faibles et restreintes. Aït Melloul est situé sur une principale route d'intersection, ce qui a permis à la ville de devenir un grand carrefour de camions pour le transfert de biens et un site populaire de marchés à ciel ouvert pour les produits agricoles. Comme Agadir s'accroît, la ville est aussi devenue un centre de développement industriel. Temsia est une zone agricole. Les denrées incluent les tomates, les potagers et les fruits des vergers avoisinants. La plupart des opérations agricoles, autour de la ville, sont insignifiantes, avec très peu de mécanisation.
3. Les zones de noyaux urbains, dans deux villes, sont entourées de constructions anarchiques, de développements résidentiels non-autorisés, avec une large proportion de logements insalubres et mal entretenus. Ce genre de développement est, de nos jours, très fréquent à travers le Maroc.
4. Les documents de planning sont encore dans le processus de décision, avec une implémentation susceptible d'être influencée par l'agenda des dirigeants élus. Les plans de développement détaillés de Aït Melloul et Temsia sont sur le point d'être préparés par des firmes privées de consultation. Le plan de Temsia a été transmis au Ministère de l'Intérieur, afin d'être approuvé. Sans aucun plan, la plupart de la terre disponible pour le développement a déjà été subdivisée et vendue sans autorisation.
5. De sérieux manques existent en infrastructure environnementale pour les eaux, les eaux usées et les déchets solides dans les zones de logements insalubres, autour de la périphérie de ces villes.
6. La proportion des logements insalubres, dans le logement en général, est en train de s'accroître. Quelques 7,4% de la population de Aït Melloul vivent dans des bidonvilles. A Temsia, à peu près 11% de la population vivent dans des logements classés "ruraux". De nouveaux logements standards sont entraînés d'être construits, entre la route principale et la rivière de Souss, en petits groupes dispersés.
7. L'organisation municipale n'est pas très hiérarchisée et contient peu d'employés professionnels. La municipalité de Aït Melloul a un total de sept employés professionnels et qualifiés, bien que sa carte officielle d'organisation montre 5 divisions, 11 départements et 34 bureaux différents. L'organisation officielle de telle grande municipalité, de la région, est clairement non-hiérarchique, avec peu de relation avec le travail actuel qui se fait. Le résultat est une très pauvre adaptation entre l'organisation de la municipalité et les activités dont elle s'occupe. A Temsia, le Président du Conseil, qui est aussi un parlementaire de la région, est une force majeure derrière les activités et développement de la ville.
8. Les associations s'organisent en petits centres urbains qui facilitent la procuration de services nécessaires. Les résidents de Temsia ont formé une association pour les forages de puits, la construction d'un château d'eau et la provision d'eau aux ménagers, à travers

des connections individuelles et des tuyaux. Il y a une absence virtuelle de reconnaissance d'associations à Aït Melloul.

#### **1.4 Les “facteurs communs”**

Quatre sujets essentiels, classés comme “facteurs communs”, ont été identifiés pour révision. Ceci inclut la décentralisation, la participation de la communauté, le partenariat et les eaux et son impact sur la santé.

##### **La Décentralisation**

Le Maroc a adopté une politique de décentralisation à travers un flot incessant de confirmations par le Roi et des mesures croissantes qui visent à renforcer les autorités régionales et municipales. Le but, sinon le résultat, de ces mesures, a été une décentralisation et une déconcentration de l'administration territoriale du gouvernement. La densité et la complexité des unités administratives existantes, cependant, rendent difficile l'identification des responsabilités exactes de plusieurs tâches de développement. Ceci renforce, de manière effective, le rôle central du gouvernement comme outil ultime de prise de décision.

Le retard relatif du processus de décentralisation du Maroc est due, au moins en partie, à l'existence de ressources humaines et financières très limitées, à pratiquement tous les niveaux du gouvernement. Les municipalités, au Maroc, ont toujours été gérées comme des structures administratives traditionnelles. Peu d'innovation ou de modernisation ont été apportées dans leur mode d'opération et la plupart demeurent très pauvrement équipées, en terme de machines et de matériels modernes de bureau. Les considérations budgétaires bureaucratiques jouent un rôle important dans les décisions de maintien du contrôle central ou du développement des responsabilités partagées avec les entités locales.

##### **La Participation publique**

L'urbanisation répandue et la croissance considérable des zones urbaines, déjà très peuplées, ont eu des impacts significatifs sur la participation publique en gouvernement, à travers les institutions officielles et les relations non-officielles. La gestion des institutions officielles, dans les zones urbaines, inclut des représentants régionaux et provinciaux de l'autorité centrale et les dirigeants élus, des centres urbains et des municipalités à travers le pays. Les aspects non-officiels du gouvernement comportent la rapide croissance du nombre de participations avoisinantes liées à ces deux éléments du gouvernement, continue à surgir, au moment où la décentralisation se poursuit.

La rapide croissance de l'apparition des associations avoisinantes visant à accomplir une variété de buts pratiques est le changement, le plus remarquable et visible, du gouvernement local et la prise de décision, au long ces dernières années. La transition des expériences discrètes/locales, en matière de participation de la communauté, à la pratique du gouvernement urbain, sera le prochain important pas à accomplir. La croissance de la participation de la communauté n'est pas un choix entre le gouvernement et les secteurs privés/publics, mais un catalyseur pour une meilleur coordination de leurs rôles complémentaires et de leurs activités. L'encouragement de l'action communautaire et de l'engagement reposent sur le noyau d'un bon gouvernement, d'une gestion urbaine effective et d'un développement durable.

L'approche associative de la participation communautaire, bien qu'encore nouvelle et entrain de surgir, a montré quelques aspects positifs qui montrent son rôle indéniable dans:

L'amélioration visible de l'environnement urbain;

- La création d'emplois à un niveau moins élevé et
- Le développement d'une culture de participation qui encourage la démocratie, au niveau des prises de décision et au niveau de la bonne citoyenneté, etc.

### **Les Partenariats Privés-Publics**

Les arrangements de partenariats procurent l'un des moyens les plus effectifs pour élargir, à la fois, la technique financière et technique des ressources de groupes pour le développement local. On ne peut s'attendre à ce que les autorités locales, agissant seules, puissent répondre aux multitudes d'opportunités de développement et aux besoins à l'intérieur de leurs juridictions. La gestion locale de ressources, le développement économique et la protection environnementale dépendront progressivement des approches coordonnées entre les secteurs publics et privés, aux niveaux national, régional et local. Les combinaisons variées de partenariats de développement peuvent être initiées pour viser le renforcement et l'expansion des activités de développement.

### **Les Eaux et la Santé**

Les manques dans la gestion du service de l'environnement ont un direct impact sur la santé publique. La contamination des eaux souterraines et de la surface des ressources en eaux par des matières fécales est une cause de diarrhée, de choléra, de fièvre typhoïde et d'autres maladies propagées les eaux. Dans les zones urbaines, au Maroc, ce genre de contamination survient quand:

- les installations d'évacuation des eaux usées, comme les latrines et les fosses septiques, sont utilisées dans les habitats à haute densité, ce qui, en retour, conduit à l'infiltration excessive d'eaux usées dans la nappe phréatique; ou quand
- Le système de canalisation déverse des eaux usées non-traitées directement dans la nature, ce qui, en retour, pénètre le sous-sol, contaminant par conséquent, les ressources en eaux souterraines ou de surfaces d'eau, comme les rivières et les ruisseaux.

Le rejet inadéquat de déchets solides peut aussi provoquer l'entrée de bactéries, de virus et de parasites dans les eaux potables. Le lessivage des dépôts non-hygiéniques peut contaminer les eaux souterraines. Le dépôt d'ordures dans les ruisseaux et dans le lit des rivières pollue les eaux de surface, spécialement pendant la saison des pluies et peut entraîner une infiltration considérable des eaux contaminées des rivières dans la nappe phréatique.

Finalement, la ré-utilisation des eaux usées non-traitées pour l'irrigation peut entraîner la dispersion des maladies similaires. Ceci est spécialement vrai là où les eaux usées ont un contact direct avec les légumes ou autres produits qui ne subissent aucun traitement avant la consommation.

## **1.5 Les Principaux Facteurs**

L'urbanisation, au Maroc, regroupe un grand nombre de résultats extensifs liés à l'interaction entre la croissance urbaine et le développement. La présente procédure met en oeuvre une transformation très fondamentale de la société Marocaine, à partir d'une société à prédominance rurale à une autre qui devient progressivement urbaine. Jamais auparavant, ce genre de changement n'a eu lieu, au Maroc, à un niveau si élevé ou à une si grande base géographique. Cela n'a pas seulement provoqué des changements énormes au niveau de l'emplacement physique et des besoins de la population, mais aussi a introduit des changements essentiels dans les traditions, les modes de consommations, les comportements, les arrangements institutionnels, la connaissance de base, la politisation, etc. Le volume et la complexité de ce changement rend l'identification du consensus général des sujets prioritaires difficiles. Cinq facteurs sont présents comme tentative de suggestions de quelques sujets à évoquer.

### **Facteur 1: Insuffisance de coordination des efforts de développement**

L'insuffisance de coordination des efforts de développement est un facteur commun dans les pays qui vivent une rapide urbanisation et une croissance urbaine. Le problème, au Maroc, cependant, est aggravé par une double voie administrative des autorités élues et nommées et par les ambiguïtés et incertitudes héritées de leurs relations. Le manque de précision des rôles de développement spécifiés et des responsabilités à l'intérieur de ces agences, a un effet négatif sur les activités de développement globales. Plusieurs programmes et projets sont conçus et implémentés à l'intérieur des limites d'agences particulières et frontières administratives et ne cherchent pas à maximiser leur impact et/ou créer de large zones de synergie. Au moment où les relations de travail des coopératives ont été établies entre certaines agences et administrations, la plupart de ces efforts dépendent d'initiatives individuelles et de relations.

Une vision globale du développement à travers la région de Souss-Massa fait, présentement, défaut. Au moment où la nouvelle autorité régionale pourrait commencer à jouer un rôle de coordination, dans la région, sa relation avec les activités de développement des administrations existantes et agences n'est pas encore clarifiée. Les autorités régionales et les agences peuvent prendre la tête pour l'identification de la terre utilisable et des implications environnementales des politiques sectorielles en agriculture, énergie, industrie, logement, transport, procuration d'infrastructure et la gestion de déchets. Ils peuvent aussi installer les relations de base et la balance économique et considérations environnemental qui contribueront à un développement durable.

### **Facteur 2: Le manque de réalité dans le planning et le système de régulations**

Le planning et le système de régulations du Maroc, comme ceux de plusieurs pays en voie de développement, sont basés sur un modèle étranger qui ne convient pas très bien à la rapide urbanisation. L'une des leçons essentielles de cette récente expérience est que le niveau élevé de compétence technique et l'expertise du planning incorporé dans les documents de planning, ont été insuffisants pour produire les résultats désirés. Ce manque de succès est largement due au vide technologique à travers lequel les plans ont été conçus. Le contact adéquat avec la communauté locale et l'information essentielle sur la propriété terres se sont avérés manquants. Le présent système, avec ses fortes dépendances sur les plans physiques et

les réglementations, pousse une large portion de la population à bâtir illégalement et, en faisant ainsi, il limite le montant des ressources locales (crédit officiel, participation communautaire, etc) qui peuvent être générées pour le développement urbain. Dans ce sens, les présentes pratiques ont eu plus d'impacts négatifs que positifs sur le développement.

Un meilleur planning urbain dépend de données viables et de support de la population, à tous les niveaux du gouvernement, du secteur privé et des citoyens. La participation de la population locale, comme étant une contribution intégrale au plan de préparation et à l'implémentation de la procédure est une nécessité absolue, comme elles sont les dépositaires les plus directement touchées par l'effort du planning. Le planning effectif urbain nécessite aussi une connaissance locale, une participation et un esprit de volonté pour procurer l'énergie nécessaire, l'endurance et la créativité des idées qui conduiront à une meilleure implémentation.

### **Facteur 3: Le Manque de distinction entre la croissance urbaine et le développement urbain**

Le développement urbain est très souvent confondu avec la croissance urbaine. Alors que la croissance urbaine est un concept quantitatif qui prend en compte l'expansion physique d'une ville construite, l'économie, les frontières, etc., le développement urbain est plus une approche qualitative qui incorpore les idées pour l'amélioration et le progrès en culture, en société et en dimensions économiques, ainsi que la qualité de la vie des résidents eux-mêmes. À cause de la rapide urbanisation, le Maroc a généralement porté plus d'accent sur la croissance urbaine que sur la création de développement urbain et durable. Aboutir à un équilibre social, à travers la qualité de la communauté, est un des buts primaires du processus de développement basé sur la création d'investissements variés de synergies.

### **Facteur 4: La prise de conscience inadéquate des liens entre le développement urbain et les ressources naturelles**

Le développement durable implique la continuité de l'offre de ressources pour les futures générations. Il implique l'établissement de structures de développement qui minimise la consommation d'énergie, maintient la productivité de la terre et encourage le recyclage des déchets urbains. En le prenant d'une manière efficace, le développement durable doit conduire à des structures de développement urbains qui sont plus compatibles environnementalement, viables économiquement et équitables socialement.

La prise de conscience s'accroît sur le fait que le développement durable ne peut être acquis seulement en accomplissant mutuellement un équilibre bénéfique entre l'environnement et la croissance économique. Dans la plupart des cas, la gestion limitée des capacités et non le manque de technologie ou de capital, a connu une contrainte essentielle pour l'accomplissement de cette balance. Pour améliorer la capacité de gestion, il faut des approches nouvelles, plus participatives, liées à la formulation politique et gouvernementale. Plus d'accents doivent être portés sur le nivelage de la variété de ressources venant des partenariats, de la participation communautaire et de la connaissance collective partagée et du savoir-faire.

### **Facteur 5: Durabilité précaire des innovations socioéconomiques**

La durabilité sociale implique la capacité des gens à prendre des actions collectives pour accomplir un accès équitable aux bénéfices des progrès humains. Cela nécessite la création

de structures d'espace et d'environnements vivables dans lesquels tous les individus et groupes sont traités équitablement et ont les mêmes opportunités. Des progrès considérables ont été accomplis au niveau de plusieurs de zones socioéconomiques humains, mais de telles innovations demeurent relativement fragiles et ont besoin de support continu afin d'éviter leur disparition.

Avec la rapide urbanisation et le développement urbain, au Maroc, un plus grand équilibre social, du point de vue moral et pratique, est entrain de devenir, progressivement, un sujet important de développement. La politique publique et l'opinion publique, à la fois, sont progressivement concernées par les différences de qualité de vie entre les régions. Ceci est une raison pour le renouveau de l'intérêt dans le développement régional.

### **Les recommandations**

Un grand nombre d'activités peuvent être entreprises pour améliorer le développement urbain dans et à travers les villes Marocaines. Un moyen de commencer une telle approche sera à travers l'application d'un grand nombre d'arrangements de partenariat qui visent à alléger toutes formes de pauvreté liées à l'aspect physique, social, financier et aux conditions de ressources naturelles dans les villes Marocaines et dans leur arrière-pays associés.

Cette approche de partenariat aiderait:

- À établir un point de vue régional;
- À améliorer et à éliminer la connaissance de base sur le développement local;
- À niveler et à ajouter la valeur des investissements individuels de petites envergures;
- À créer de meilleures chaînes de coopérations et
- À implémenter une re-génération (physique, économique et social) urbaine active